

**Union européenne - Situation au
Venezuela - Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'Union
européenne, relative à l'alignement
de certains pays tiers concernant
des mesures restrictives -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 07 décembre 2017)**

Le 13 novembre 2017, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2017/2074 (Publiée au Journal officiel de l'Union européenne, JO L 295 du 14.11.2017, p. 60)

La décision prévoit des mesures ciblées prenant la forme d'une interdiction d'exporter des armes ainsi que certains biens et équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne.

La décision du Conseil établit également un cadre juridique pour des mesures ciblées visant des personnes ou entités parties prenantes ou responsables de certaines activités qui portent atteinte à la démocratie ou à l'État de droit, ou de violations graves des droits de l'Homme.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et la Norvège, pays de l'AELE membre de l'Espace économique européen, ainsi que la République de Moldavie et la Géorgie se rallient à cette décision du Conseil.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du Conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

* L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association